



**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 01/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS**

Avenue Victor Hugo  
BP 30  
78440 Gargenville

Références : -  
Code AIOT : 0006503289

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2025 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS implanté Quai Léon Chausson 78440 Gargenville. L'inspection a été annoncée le 14/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection était programmée pour faire le point sur l'incendie du 31/08/2025 ainsi que sur les suites des visites d'inspections de 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS
- Quai Léon Chausson 78440 Gargenville

- Code AIOT : 0006503289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La cimenterie de Gargenville est implantée sur les communes de Gargenville et Juziers en bord de Seine. Elle produisait du ciment à partir du calcaire issu de la carrière de Guitrancourt. Depuis la mise sous cocon du four de la cimenterie en 2021, l'usine fabrique du ciment à partir de clinker apporté par la route.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Niveaux sonores en limites de propriété	Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 6.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Entreposage du clinker	Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 3.1.1-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
4	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 9.4.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 4.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
7	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 4.2.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Autosurveillance des émissions aqueuses	Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 9.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Recyclage des eaux de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 4.3.1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Démantèlement du four	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R181-46 II, R512-39-1, R. 515-75 I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Incendie du transformateur principal du 31/08/2025	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	Bidon de produit chimique utilisé pour calage de porte	Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 7.5.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
13	Extincteurs	Code de l'environnement du 04/10/2010, article 68	/	Demande d'action corrective	1 mois
14	Etat de propreté des voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 7.2.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
15	Bouteilles en plastique abandonnées	Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 5.1.4	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Poussières dans les locaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Aménagement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 4.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Du fait du démantèlement du four de la cimenterie, une mise à jour de la situation administrative de l'établissement est nécessaire. Pour cela, l'exploitant doit :

- transmettre un dossier de cessation partielle d'activité relatif à l'arrêt définitif des installations classées relevant des rubriques 3310, 2771 et de toute autre rubrique concernée,
- si nécessaire, porter à connaissance la réduction d'activité pour les autres rubriques de la nomenclature concernées.

De plus, il a été constaté lors de l'inspection que :

- l'exploitant n'a pas avancé dans la réalisation des travaux de fermeture de la partie Sud du hall clinker,
- l'exploitant ne dispose toujours pas d'une installation fonctionnelle permettant le recyclage des eaux de refroidissement.

Ces 3 points ayant fait l'objet de demandes d'actions correctives ou de demande de justificatifs restées sans réponses lors de précédentes inspections en 2024, l'inspection propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant sur le respect de ces dispositions.

Globalement, il ressort également de l'inspection du 20/10/2025 que l'exploitant ne suit pas de manière suffisamment rigoureuse les demandes formulées par l'inspection et qu'il semble négliger l'entretien de ses installations, avec des maintenances non effectuées et une gestion des risques insuffisante. Ces dysfonctionnements suggèrent des problèmes organisationnels plus larges, dans un contexte d'instabilité (mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi en 2024 ; rotation rapide de la direction, avec trois directeurs d'usine différents en moins de deux ans).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux sonores en limites de propriété

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 6.1.2		
Thème(s) : Autre, Niveaux sonores en limites de propriété		
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024</li></ul>		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieur aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :</p>		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de	Émergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible de 22 h à 7 h dimanche et jours fériés

(incluant le bruit de l'établissement)		
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

## Constats :

### Rappel des constats lors de la précédente inspection du 05/07/2023 :

L'inspection constate, au regard des rapports d'analyse fournis par l'exploitant, que les points de contrôle n°2 et n°3 bis, situés rue des Gamaches sont non-conformes aux prescriptions de l'article 9.2.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2015, en période de nuit (respectivement 9 dB et 12 dB d'émergence), et ce de façon récurrente (à chaque campagne depuis 2017) vu le tableau récapitulatif présenté par l'exploitant lors de l'inspection en salle de réunion.

Conclusion : L'exploitant doit fournir les raisons potentielles du dépassement des niveaux sonores en période nocturne au niveau de la rue des Gamaches et définir en tant que de besoin les mesures correctives visant à remédier à ces dépassements.

### Rappel des constats et demandes lors de la précédente inspection du 03/06/2024 :

L'exploitant ne s'est pas positionné par écrit sur les raisons potentielles d'une émergence allant jusqu'à 12 dB la nuit sur la rue des Ganaches, mais émet l'hypothèse qu'une porte d'un local de broyage a pu rester ouverte pendant la mesure.

Il est demandé à l'exploitant de :

- mettre en place, si cela n'est déjà fait, des dispositifs permettant de refermer les portes des bâtiments bruyants automatiquement après chaque passage ;
- procéder à une nouvelle mesure de bruit et d'émergence ;
- faire réaliser une étude pour rechercher les causes profondes de ces dépassements ainsi que les remèdes envisageables.

### Constats lors de l'inspection du 20/10/2025 :

Actuellement, les dépassements sonores de nuit n'ont plus lieu d'être.

Outre l'arrêt provisoire de la production suite à l'incendie du 31/08/2025, les représentants de l'exploitant indiquent d'abord à l'équipe d'inspection que la production de nuit n'a pas vocation à reprendre étant donné que depuis la mise en œuvre du plan de sauvegarde de l'emploi, il n'y aura plus assez de personnel pour assurer un fonctionnement en 3x8, des départs imprévus ayant eu lieu en septembre 2025. L'équipe d'inspection constate alors que ce nouveau mode de fonctionnement en période uniquement diurne nécessite d'être formalisé par un relevé de décision écrit afin de solder ce point de non-conformité issu des précédentes inspections. Toutefois, lors de la synthèse de l'inspection, le directeur de l'usine contredit cette information, et indique que la production de nuit de l'usine doit reprendre dès janvier ou février 2026.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les dépassements d'émergence en période nocturne étant importants et récurrents, il est demandé à l'exploitant de fournir un relevé de décision :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit précisant que le fonctionnement de nuit de l'usine est définitivement interrompu, ou restera au moins interrompu a minima jusqu'au dépôt du dossier de porter à connaissance relatif à l'automatisation de la production ;</li> <li>• soit conditionnant en tout état de cause toute reprise de l'activité nocturne de broyage de ciment à la réalisation d'une nouvelle mesure de bruit et d'émergence dès la première semaine d'activité et à l'interruption immédiate en cas de nouveau dépassement des valeurs limites d'émergence.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Poussières dans les locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales de prévention des risques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel des constats et demandes lors de la précédente inspection du 03/06/2024 :</u>  L'inspecteur a constaté que les locaux du bâtiment menant au toit où est située la tour de refroidissement était particulièrement encrassé par de la poussière. L'exploitant a alors expliqué qu'une tuyauterie servant au transport de produits pulvérulents présentait une fuite qui venait d'être colmatée durant les jours précédents.  Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• justifier la réparation définitive de la tuyauterie et du nettoyage des locaux ;</li> <li>• s'assurer que les causes de cette fuite ont été identifiées et que les mesures correctives</li> </ul>

permettent de prévenir la répétition d'un tel incident ont été trouvées ;

- en rendre compte à l'inspection sous un délai de 2 mois.

**Constats lors de l'inspection du 20/10/2025 :**

Lors de la visite d'inspection, en l'absence du service concerné, aucune explication complémentaire n'a pu être fournie concernant la réparation de la ou les tuyauterie(s) supposément à l'origine de l'émission de poussières dans les locaux, ni sur les circonstances et la durée de la fuite.

L'exploitant mentionne avoir nettoyé et curé une terrasse extérieure en étage, enlevant une couche importante de résidu. Cependant, l'inspection constate que les installations restent globalement poussiéreuses en intérieur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'assurer un nettoyage plus régulier de ces locaux et de s'assurer qu'aucune installation électrique ne soit exposée au risque d'empoussiérage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Entreposage du clinker**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 3.1.1-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entreposage du clinker

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024

**Prescription contrôlée :**

Article 3.1.1-1 de l'arrêté préfectoral du 10/11/2015 inséré par l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/04/2019 :

En dehors des ouvertures nécessaires au passage des véhicules et des engins de manutention, le bâtiment du clinker est fermé.

Article 3-2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/04/2019 modifié par l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/08/2020 :

Le respect effectif des mesures prévues à l'article 3.1.1-1 de l'arrêté n°35854 en date du 10 novembre 2015 susvisé tel qu'issu de l'arrêté modificatif du 30 avril 2019 sera effectif au plus tard au 31 octobre 2021, dans le respect des échéances suivantes :

- les études de détail et l'appel d'offre sont réalisées au plus tard au quatrième trimestre 2020 ;
- la commande des travaux intervient au plus tard au premier trimestre 2021 ;
- les travaux démarrent au plus tard au deuxième trimestre 2021.

## Constats :

### Rappel des constats et demandes lors de la précédente inspection du 03/06/2024 :

Les constats sont les suivants :

- la fermeture de la partie Nord du hall clinker a été achevée en décembre 2023 ;
- la fermeture de la partie Sud du hall clinker reste à faire, à ce sujet le dossier de porter à connaissance remis en main propre lors de la précédente visite d'inspection du 05/07/2023 mentionne une échéance de réalisation au 31/12/2024 ;
- lors de la visite d'inspection du 03/06/2024, des matériaux étaient entreposés en extérieur au lieu d'être dans le hall clinker ; l'exploitant a précisé à l'inspecteur qu'une panne récente d'un appareil de levage dans le hall clinker en était la raison.

Il est demandé à l'exploitant de :

- confirmer que les matériaux ne sont plus entreposés en extérieur, ou bien de justifier de leur caractère non pulvérulent ;
- confirmer l'échéance du 31/12/2024 pour la fermeture de la partie Sud du hall clinker.

### Constats lors de l'inspection du 20/10/2025 :

L'inspection constate que les matériaux sont entreposés dans le hall clinker. Bien que certains matériaux soient encore stockés à l'extérieur, l'exploitant affirme qu'ils ne sont pas susceptibles de provoquer un envol de poussières.

L'exploitant annonce des changements d'échéances pour la fermeture de la partie Sud du hall clinker. Cette fermeture est prévu pour 2027 selon ses dires, sans que l'administration n'en ait été régulièrement informée. L'échéancier a été décalé pour des raisons constructives. En effet, l'exploitant indique qu'il est nécessaire de détruire d'anciennes structures industrielles (refroidisseur et électro-filtre) pour pouvoir construire une partie des fondations qui permettront l'avancée et la fermeture de la partie Sud du hall. Le démantèlement de ces installations est prévu en 2026 selon ses dires.

Après vérification du calendrier présenté dans le dossier de porter à connaissance relatif à la fermeture du hall clinker communiqué en 2023, celui-ci prévoyait le détournement des réseaux électriques début 2024 et la réalisation de la déconstruction du bâtiment refroidisseur en milieu d'année 2024, préalablement à la fermeture complète du hall clinker prévue pour fin 2024.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Considérant que l'exploitant n'a pas informé l'inspection du report des travaux, malgré la demande formulée à l'issue de la précédente visite d'inspection du 03/06/2024 de lui confirmer l'échéance des travaux au 31/12/2024 pour la fermeture de la partie Sud du hall clinker, considérant que l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/04/2019, modifié par l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/08/2020 impose un respect effectif des mesures prévues à l'article 3.1.1-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/11/2015 au plus tard à l'échéance du 31/10/2021,

considérant que la mise en demeure du 14/09/2021 imposait l'engagement des travaux relatifs à l'entreposage du clinker sous un délai de 3 mois, mais que l'exploitant n'a pas encore été mis en demeure sur une échéance spécifique de finalisation de ces travaux,

considérant que la déconstruction du bâtiment "refroidisseur" a été identifiée comme une opération préalable à la fermeture de la partie Sud du hall clinker dans le dossier de porter à connaissance transmis en 2023, considérant qu'un délai supplémentaire de 12 mois apparaît raisonnable, sur le plan matériel, pour finaliser ces travaux,

il est proposé à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de satisfaire

pleinement à l'article 3.1.1-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/11/2015 en réalisant les travaux de fermeture de la partie Sud du hall clinker au plus tard le 31/12/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 4 : Bilan environnement annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bilans périodiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adresse au Préfet, aux maires des communes de Gargenville et de Juziers et à l'Inspection des Installations Classées, au plus tard le 15 avril de chaque année, un rapport sur l'activité du site pendant l'année précédente, ses impacts et émissions de toutes natures et les actions réalisées en matière de maîtrise des risques.</p> <p>Ce rapport comportera une synthèse des données caractérisant l'ampleur de l'activité du site et les évolutions quantitatives et qualitatives de la production, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la production annuelle des différentes qualités de ciment,</li> <li>• la consommation des différents matériaux, combustibles, déchets et sources d'énergie utilisés dans la cimenterie, dans le four ou en ajout au clinker notamment, pour la production de ciment. Les gains réalisés en matière de réduction de consommations de matériaux de carrière par substitution avec des matériaux recyclés, et les améliorations de l'efficacité de l'utilisation des sources d'énergie dans la cimenterie seront explicités,</li> <li>• un rapport d'exploitation sur l'incinération et la valorisation des déchets reçus sur le site de la cimenterie pendant l'année écoulée. Ce rapport fera un bilan quantitatif et qualitatif des déchets et combustibles reçus sur le site (synthèse des données communiquées en application de l'article 8.1.2.11 du présent arrêté), un bilan de la gestion des procédures d'acceptation préalable réalisées en application de l'article 8.1.2.2 du présent arrêté (précisant notamment les certificats d'acceptation préalables délivrés, en cours de validité), ainsi qu'un bilan des contrôles à l'arrivée des déchets réalisés en application de l'article 8.1.2.4 du présent arrêté (récapitulant notamment les cas de refus survenus durant l'année écoulée) et l'incinération des déchets dans le four de la cimenterie. Il y sera également fait état des éventuelles variations de quantité et de qualité des déchets reçus qui auront été observées, ainsi que des conséquences éventuelles de ces variations pour l'environnement.</li> <li>• un bilan des émissions des gaz à effet de serre émis sur l'ensemble du site pour les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• CO2 (dioxyde de carbone),</li> <li>• CH4 (méthane)</li> <li>• N<sub>2</sub>O (hémioxyde d'azote).</li> </ul> </li> </ul> <p>En outre, le rapport environnement comportera une synthèse des données relatives aux impacts, rejets et émissions de toute nature du site dans l'environnement portant notamment sur :</p>

- les rejets dans l'air des substances mesurées (autosurveillances et contrôles réalisés en application de l'article 9.2.1 du présent arrêté), leur flux moyens annuels ainsi que le rapport entre les quantités de substances rejetées par tonne de déchets admis,
- les mesures des émissions sonores (surveillance prescrite à l'article 9.2.6 du présent arrêté),
- les rejets dans l'eau (surveillance prescrite à l'article 9.2.3 du présent arrêté), les consommations d'eau potable et d'eau prélevée en Seine (bilan prévu par l'article 4.1.1 du présent arrêté), les usages de l'eau dans la cimenterie ainsi que la qualité des eaux souterraines (synthèse prescrite par l'article 9.2.4 du présent arrêté),
- les déchets produits et leurs modalités d'élimination (données du registre prévu à l'article 9.2.5 du présent arrêté),
- le bilan des déchets admis sur le site et résultats des analyses en application des articles 8.1.2.7 et 8.1.2.8 du présent arrêté .
- les contrôles des conditions de fonctionnement des sources radioactives (article 8.5.8 et 8.5.11 du présent arrêté).

Enfin, ce rapport comportera une synthèse des actions menées en matière de protection et de lutte contre un éventuel incendie, et des incidents ou accidents survenus ainsi que les actions correctives engagées, et notamment :

- bilan des accidents et incidents intervenus durant l'année écoulée, déclarés en application de l'article 2.6 du présent arrêté, et actions correctives engagées,
- description des incidents, des déclenchements d'alertes ou de dispositifs de détection de risques susceptibles d'avoir une incidence pour l'environnement, et des éventuelles actions correctives menées,
- formation de personnels à la lutte contre l'incendie,
- entraînements et exercices périodiques de lutte contre un éventuel incendie réalisés.

Ce rapport fait en outre état des demandes éventuellement exprimées par le public ayant trait aux impacts ou aux conditions de fonctionnement du site.

#### **Constats :**

Le bilan environnement 2024 n'a pas été transmis au 15/04/2025 et n'a pas été présenté en séance.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le bilan environnement 2024 et de veiller à la transmission du bilan de l'année N au plus tard le 15 avril de l'année N+1.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 5 : Aménagement des ouvrages de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle inopiné « rejets dans l'eau »

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 26/01/2025

**Prescription contrôlée :**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles, de permettre des interventions en toute sécurité et d'assurer une bonne diffusion des rejets sans apporter de perturbation du milieu récepteur. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

**Constats :**Rappel des constats et demandes lors de la précédente inspection du 23/09/2024 :

Préalablement au contrôle inopiné, le laboratoire avait demandé à l'exploitant d'aménager l'accès à 2 tuyauteries de rejet d'eaux pluviales se déversant dans la Seine (A ou B) et (D ou E), de façon à permettre une intervention en toute sécurité.

Le jour du contrôle inopiné, il a été constaté que l'accès en bord de Seine au point A était possible.

Par contre, les points B, D et E n'étaient pas aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Le jour suivant, l'accès au point D ou E n'avait toujours pas été dégagé et le prélèvement a dû être réalisé au niveau d'un regard situé à quelques mètres en amont du point D.

L'aménagement de l'ouvrage de rejet au point C n'appelle pas d'observations.

L'exploitant doit aménager l'ensemble des point de prélèvement d'échantillons de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Constats lors de l'inspection du 20/10/2025 :

Dans son courrier de réponse transmis le 29/01/2025, l'exploitant communique un devis de prestation de travaux de taille et d'abattage de végétation. L'exploitant confirme lors de l'inspection du 20/10/2025 que les travaux d'élagage de la végétation aux abords des points de rejets ont été faits.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Entretien et surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 4.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle inopiné « rejets dans l'eau »

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 26/01/2025

#### **Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité, La périodicité de ce contrôle est fixée par consigne. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

#### **Constats :**

##### Rappel des constats et demandes lors de la précédente inspection du 23/09/2024 :

L'exploitant ne peut justifier d'un contrôle de l'état et de l'étanchéité de ses réseaux de collecte d'effluents.

Par ailleurs, l'état visuel de la fosse de décantation située en amont du point A montre que celle-ci n'a pas été en eau depuis longtemps.

Au regard du très faible écoulement constaté au niveau du point de rejet A l'inspection s'interroge sur l'origine de l'eau prélevée au lendemain de la visite par le laboratoire agréé. Il convient que l'exploitant démontre que ces eaux sont des eaux collectées dans les zones de stockage de charbon et laitiers ayant traversé la fosse de décantation en amont tel que représenté sur les plans des réseaux et non pas des eaux d'infiltration de pluie.

En effet, l'inspection émet de sérieux doutes quant au bon état et à l'étanchéité des réseaux de collecte aboutissant aux points de rejets A et B.

L'exploitant doit s'assurer par des contrôles appropriés et préventifs du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte d'effluents, la périodicité de ce contrôle devant être fixée par consigne.

##### Constats lors de l'inspection du 20/10/2025 :

Des travaux de récurage sont en cours dans les fosses de décantation A et B et dans le réseau de collecte à proximité.

L'exploitant indique que la consigne définissant la périodicité du contrôle préventif du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte d'effluents se trouve normalement dans le plan de maintenance, mais ne peut pas en apporter la preuve lors de l'inspection, faute d'interlocuteur du service concerné.

Aucune inspection télévisuelle n'a été faite au jour de la visite d'inspection (les travaux de récurage n'étant toujours pas achevés).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- réaliser une inspection télévisuelle de l'ensemble des réseaux de collecte d'effluents, ou de s'assurer par tout autre moyen approprié de leur bon fonctionnement ;

- fournir un document prouvant que les contrôles appropriés et préventifs à réaliser sur ces réseaux de collecte avec leur périodicité sont bien prévus dans le plan de maintenance du service concerné.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 7 : Isolement avec les milieux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 4.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle inopiné « rejets dans l'eau »

##### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 26/01/2025

##### Prescription contrôlée :

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

##### Constats :

###### Rappel des constats et demandes lors de la précédente inspection du 23/09/2024 :

Pour le point de rejet C, le bassin de décantation du site situé en amont semble pouvoir assurer une fonction de confinement des eaux polluées à la suite d'un sinistre, ceci conformément à l'article 4.2.6 de l'arrêté préfectoral.

Par contre, l'exploitant ne peut justifier de dispositifs d'isolement des réseaux avant rejet aux points A, B, D, E, ni d'une consigne en cas de sinistre.

L'exploitant doit être en capacité d'isoler l'ensemble des réseaux d'eaux rejetées en Seine en cas de sinistre en tout point de l'établissement. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à titre de justificatif une description des dispositifs permettant cet isolement des réseaux ainsi que les consignes correspondantes.

###### Constats lors de l'inspection du 20/10/2025 :

L'exploitant indique que des travaux vont être réalisés au point A et B pour installer des vannes d'isollements. Elles seront automatisés et pourront être actionner à distance si besoin.

Concernant les points D et E, des discussions en interne ont eu lieu pour trouver des solutions, mais aucune décision n'a été prise.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir le devis concernant l'installation des vannes d'isolement, de préciser le calendrier de réalisation des travaux, et in fine de communiquer le nouveau plan des réseaux d'assainissement avec la représentation de ces dispositifs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 8 : Autosurveillance des émissions aqueuses

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 9.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle inopiné « rejets dans l'eau »

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 26/01/2025

#### Prescription contrôlée :

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Autosurveillance assurée par l'exploitant - Type de suivi	Autosurveillance assurée par l'exploitant - Périodicité de la mesure	Prélèvements et analyses par Laboratoire agréé - Type de suivi	Prélèvements et analyses par Laboratoire agréé - Périodicité de la mesure
pH	Continu	-	Moyen 24h	Annuelle
Température	Continu	-	Moyen 24h	Annuelle
Débit	Continu	-	Moyen 24h	Annuelle
Matières en suspension	Ponctuel	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle
DBO5	Ponctuel	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle
DCO	Ponctuel	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle

DCO	Ponctuel	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle
Total métaux	Ponctuel	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle
Phénols	Ponctuel	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle
Hydrocarbures	Ponctuel	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les méthodes d'échantillonnage, les mesures ou les analyses pratiquées sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises ou européennes en vigueur.

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées, accompagné de commentaires éventuels expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire, est transmis à l'inspection des installations classées, dans le mois qui suit leur réception.

#### Constats :

##### Rappel des constats et demandes lors de la précédente inspection du 23/09/2024 :

L'inspecteur constate qu'aucune surveillance des rejets aqueux n'est réalisée aux points de rejets A, B, D et E.

L'exploitant doit mettre en place une autosurveillance des rejets aqueux aux points A, B, D et E, à fréquence minimale semestrielle.

##### Constats lors de l'inspection du 20/10/2025 :

L'exploitant indique que la commande a été passée avec le prestataire Qualité Eaux, mais que l'autosurveillance n'a pas été encore mise en place au point A, B, D, E.

L'exploitant ne possède pas les relevés pour le 1er semestre. Concernant le 2e semestre, l'exploitant indique que le prestataire doit passer dans la semaine suivant l'inspection.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sur GIDAF les résultats d'analyses de l'autosurveillance des rejets aqueux mise en place sur les points de rejets A, B, D et E.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 9 : Recyclage des eaux de refroidissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 4.3.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle inopiné « rejets dans l'eau »

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 26/01/2025

**Prescription contrôlée :**

article 4.3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2015

Les eaux de refroidissement sont rejetées après traitement dans un bassin prévu à cet effet et renvoyées par pompage au château d'eau afin de réalimenter le site.

article 3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 avril 2019, modifié par l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2020

Le respect effectif des mesures prévues à l'article 4.3.1.3 de l'arrêté n° 35854 en date du 10 novembre 2015 susvisé tel qu'issu de l'arrêté modificatif du 30 avril 2019 sera effectif au plus tard au 31 octobre 2021, dans le respect des échéances suivantes :

- les études de détail et l'appel d'offre sont réalisées au plus tard au quatrième trimestre 2020 ;
- la commande des travaux intervient au plus tard au premier trimestre 2021 ;
- les travaux démarrent au plus tard au deuxième trimestre 2021.

**Constats :**

Rappel des constats et demandes lors de la précédente inspection du 23/09/2024 :

Le jour de l'inspection, la station de recyclage des eaux était construite mais toujours pas mise en service. Toutefois, l'exploitant a précisé à l'inspecteur qu'une mise en service par l'installateur était prévue à compter du 8 octobre 2024, à l'issue de certains travaux électriques en cours et de travaux de nettoyage du château d'eau.

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la mise en service et du bon fonctionnement de l'installation de recyclage des eaux, notamment en commentant le relevé des prélèvements demandé dans la fiche "Prélèvement d'eau - consommation".

Réponse apportée par l'exploitant par courrier transmis le 29/01/2025 :

*"La mise en service de l'installation de recyclage des eaux, prévue et tentée le 8 octobre 2024, a révélé un dysfonctionnement relevant d'une défaillance du constructeur. Une demande de remise en état a été faite auprès du constructeur.*

*Une nouvelle réunion est programmée avec le fournisseur le 30 janvier 2025. Nous vous tiendrons informé de l'évolution de la situation et en particulier de la date de mise en service."*

Constats lors de l'inspection du 20/10/2025 :

L'exploitant indique que de nouveaux problèmes sont apparus sur cette installation. La mise hors gel n'a pas été effectué lors de l'hiver dernier. La tuyauterie a donc gelé et éclaté. Les consignes du constructeur n'ont pas été transposés en interne et n'ont pas été suivies. Par ailleurs, l'équipe d'inspection observe qu'il est écrit "A L'ARRET MDR" sur le système à aéroréfrigérant sec avec

pré-refroidisseur adiabatique et ventilation électromécanique sur lequel cette tubulure a éclaté.

Lors de la synthèse de l'inspection, le directeur de l'usine indique que cet équipement pourra être opérationnel sous un délai de 3 semaines.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, à l'issue des opérations de réparation ou remplacement des tubulures, d'attester de l'étanchéité de l'ensemble du système de refroidissement, et en particulier de faire attester que malgré les dommages subis il n'existe toujours aucun risque d'émission d'aérosol ou de gouttelettes d'eau dans l'atmosphère, faute de quoi l'installation devrait être requalifiée sous la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées avant sa mise en service.

Par ailleurs, considérant que l'exploitant a considérablement tardé à prendre les mesures permettant le fonctionnement effectif du dispositif de recyclage des eaux de refroidissement, il est proposé à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de satisfaire pleinement aux dispositions de l'article 4.3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2015 sous un délai de 2 mois. La preuve effective de bon fonctionnement de ce dispositif devra être apportée par le constat d'une diminution substantielle des prélèvements d'eaux en Seine en conditions normales de fonctionnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : Démantèlement du four**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 08/07/2024, article R181-46 II, R512-39-1, R. 515-75 I

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification notable - Mise à l'arrêt définitif et remise en état

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

**Prescription contrôlée :**

art. R181-46 II

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

art. R512-39-1

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

art. R. 515-75 I (rubriques IED)

I. - Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation et en vue de la remise du site dans son état initial, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

**Constats :**

Rappel des constats et demandes lors de la précédente inspection du 03/06/2024 :

L'inspecteur constate que le four de la cimenterie a été démonté, en vue d'une évacuation prochaine pour une réutilisation par un autre industriel (cf. photo n°3). Il y a donc lieu de considérer que les installations classées relevant des rubriques 3310 et 2771 (a minima) ont été mises à l'arrêt définitif.

Jusqu'à présent, l'exploitant avait seulement porté à connaissance de l'administration la mise sous cocon du four en date du 17 novembre 2021 ; il n'a pas transmis un dossier complet concernant le démantèlement du four tel que demandé dans le courrier du 07 juillet 2022 (référence Helios57501).

La situation administrative de l'établissement doit être mise à jour au regard des ICPE.

Il est demandé à l'exploitant de déposer un dossier conforme à la réglementation pour :

- notifier de la mise à l'arrêt définitif des installations classées relevant des rubriques 3310, 2771 et de toute autre rubrique également concernée au sens de l'article R. 512-75-1,
- porter à connaissance du préfet la modification des conditions d'exploitation pour les autres rubriques de la nomenclature des installations classées autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation qui ne font pas l'objet d'une mise à l'arrêt définitif au sens de l'article R. 512-75-1 mais dont l'activité est simplement réduite.

Constats lors de l'inspection du 20/10/2025 :

L'exploitant indique qu'un dossier PAC est rédigé, mais en cours de validation en interne. Il sera

envoyé dès validation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le tableau des rubriques ICPE autorisées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/11/2015 ne correspond plus à la situation réelle de l'établissement ; la situation administrative de l'établissement doit être mise à jour.

Vu les articles art. R181-46 II, R512-75-1, R515-75 I, R512-39-1, L512-19 du code de l'environnement, vu le courrier préfectoral du 7 juillet 2022, considérant que la cessation partielle des activités de la cimenterie est effective,

considérant en particulier que les installations classées relevant des rubriques 3310 et 2771 ne sont plus exploitées depuis au moins 3 années consécutives, et que le préfet est fondé à faire usage de l'article L512-19 du code de l'environnement pour imposer la mise en œuvre de la procédure de cessation partielle,

considérant que l'exploitant n'a apporté aucune réponse aux demandes formulées dans le rapport de la précédente inspection du 03/06/2024,

l'inspection propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de déposer un dossier lié à l'arrêt du four de la cimenterie qui constitue une cessation partielle d'activité, et au besoin un dossier de porter à connaissance, comprenant les éléments suivants :

- la notification de la mise à l'arrêt définitif des installations classées relevant des rubriques 3310, 2771, ainsi que de toute autre rubrique mentionnée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2015 qui serait également concernée par une cessation partielle d'activité au sens de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement,
- la transmission des attestations de mise en sécurité visant toutes les rubriques ICPE concernées par cette cessation partielle,
- la transmission d'un mémoire de réhabilitation ou d'une ATTES-MEMOIRE, a minima pour les rubriques concernées par l'article R515-75 du code de l'environnement (c'est-à-dire les rubrique 3XXX, dites IED),
- au besoin, la description de la modification notable des conditions d'exploitation conformément à l'article R181-46 II du code de l'environnement pour toute autre rubrique mentionnée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2015 qui ne ferait pas l'objet d'une mise à l'arrêt définitif d'activité au sens de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement mais dont l'activité serait simplement réduite.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 11 :** Incendie du transformateur principal du 31/08/2025

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69

**Thème(s) :** Autre, Rapport d'accident ou d'incident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu

de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

#### Constats :

L'inspection a été informée de l'incendie du transformateur principal du 31/08/2025 du site par l'exploitant, le même-jour, dans la soirée.

Deux transformateurs sont concernés par l'incendie :

- Un transformateur 63 000 V / 15 000 V (transformateur principal)
- Un transformateur 15 000 V / 400 V

Une fiche de notification a été transmise à l'inspection le 05/09/2025 pour cet événement, mais elle comporte une information inexacte (l'incident daté de 2024 au lieu de 2025) et elle reste à compléter avec l'enchaînement de la chronologie ainsi que les causes profondes identifiées depuis lors, ceci en vue d'alimenter le retour d'expérience national.

L'exploitant précise que 50 m3 d'eaux ont été utilisées par le SDIS pour maîtriser l'incendie, que les vises de relevage ont été consignées lors de l'événement pour limiter les eaux souillées s'écoulant dans le réseau d'eau pluvial et éviter ainsi la contamination du bassin de confinement. Il présente également 3 bordereaux de déchets dangereux numérotés BSD-20250904-1V950PC7V, BSD-20251014-RB46MPB48 et BSD-20251014-R8YTY2V5J, le premier datés du 08/09/2025 et les deux autres datés du 15/10/2025, pour un poids total de 59,12 tonnes, en tant que justificatifs des opérations de pompages d'eaux souillées dans la fosse de relevage (fosse de collecte des eaux avant le bassin de confinement), et de leur évacuation vers une filière de gestion de déchets dûment autorisée.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de déclarer cet événement via la télédémarche dédiée (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939> ), afin que qu'il puisse être correctement enregistré dans la base ARIA pour capitalisation du retour d'expérience.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

N° 12 : Bidon de produit chimique utilisé pour calage de porte

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 7.5.3

**Thème(s) :** Produits chimiques, Rétentions

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.[...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'équipe d'inspection constate qu'un bidon avec une étiquette mentionnant la présence d'un produit inflammable, est utilisé par les intervenants comme objet destiné à maintenir la porte du local des transformateurs 15000 V / 400 V en position ouverte, y compris en l'absence de tout intervenant pendant la pause déjeuner.</p> <p>S'agissant d'un stockage temporaire hors rétention d'un liquide identifié comme inflammable, il s'agit d'une non-conformité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de cesser et faire cesser toute pratique consistant à utiliser un bidon contenant (ou pouvant contenir) un produit chimique comme un objet improvisé de calage de porte.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 13 : Extincteurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-</p>

<p>feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le local des transformateurs 15000 V / 400 V, où un départ de feu a eu lieu le 31/08/2025, l'équipe d'inspection constate qu'un extincteur à CO2 n'a pas fait l'objet d'une vérification depuis plus d'un an, la dernière vérification ayant été faite en mars 2024. Cela n'est donc pas conforme aux référentiels en vigueur, qui imposent une vérification annuelle des extincteurs a minima.</p> <p>L'exploitant a précisé que cet extincteur a été installé après l'incident du 31/08/2025 et que ce n'est pas cet extincteur qui était présent dans le local au moment de l'accident. D'autres extincteurs sur l'établissement pourraient potentiellement se trouver dans une situation similaire de dépassement de date de vérification.</p> <p>Par ailleurs, l'équipe d'inspection constate que le repérage de l'extincteur en question est confus : il présente successivement le numéro 163 barré, puis le numéro 63 manuscrit barré, avant de mentionner le numéro 61 manuscrit, ce qui complique davantage l'identification précise de l'équipement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de corriger cette situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en veillant au respect de la périodicité des contrôles d'extincteurs, puis en transmettant à l'inspection la preuve de vérification de moins d'un an de l'ensemble des extincteurs de l'établissement,</li> <li>• en prenant les mesures nécessaires pour clarifier les affichages ou repérages des extincteurs, notamment en veillant à ce que les numéros d'identification soient clairement lisibles et exempts de tout ancien numéro barré.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 14 : Etat de propreté des voies de circulation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 7.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès et circulation dans l'établissement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>[...]</p>

<b>Constats :</b>
L'équipe d'inspection constate que la voie de circulation entre le quai de chargement/déchargement et l'aire de stockage de charbon en extérieur n'est pas dans un bon état de propreté. Les fréquentes opérations de transit de ces matériaux entraînent la dispersion de résidus de charbon sur la voie de circulation. Le lave-roue ne semble pas positionné de manière optimale pour assurer le maintien d'une voie de circulation propre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour maintenir les voies de circulation en constant état de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 15 : Bouteilles en plastique abandonnées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2015, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>
A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.
<b>Constats :</b>
L'équipe d'inspection a constaté la présence de plusieurs bouteilles en plastique dans une fosse de décantation située à proximité des stockages de charbon. Le représentant de l'exploitant a attribué cette situation à l'attitude désinvolte des chauffeurs de camion, qui se débarrassent de leurs déchets dans cette zone, mais n'a pas pu préciser de mesures concrètes pour éviter la reproduction de ce type de situation à l'avenir.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour que les chauffeurs cessent de jeter leurs bouteilles vides dans ce bassin ou dans le milieu naturel, et que les déchets soient collectés de manière appropriée, conformément aux procédures habituelles de gestion des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois